



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
ALIMENTAIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Intervention 70.11 : Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC) pour la création de couverts d'intérêt pour la biodiversité, en particulier les pollinisateurs en hexagone

## **Notice de la mesure « Création de couverts d'intérêt faunistique et floristique favorables aux pollinisateurs et aux oiseaux communs des milieux agricoles »**

**CV\_37CH\_CIFF**

**Territoire « Secteur Natura 2000 de la  
Champagne tourangelle »**

**Campagne 2023**

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice de la mesure :

Chambre d'agriculture d'Indre et Loire

38 rue Augustin Fresnel

BP 50139

37171 CHAMBRAY-LES-TOURS Cedex

Personne en charge de l'animation : Emmanuelle Bollotte 0247483717  
[emmanuelle.bollotte@cda37.fr](mailto:emmanuelle.bollotte@cda37.fr)

## 1 OBJECTIFS DE LA MESURE

---

L'objectif de cette mesure est d'implanter des couverts d'intérêt répondant aux exigences spécifiques :

- d'une espèce faisant l'objet d'un Plan national d'action (ex : outarde canepetière) ;
- d'un groupe d'espèces (ex : oiseaux de plaines, comme la tourterelle des bois) à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), de l'écorégime et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Sur le secteur Natura 2000 de la Champagne tourangelle, cette mesure permet de fournir à l'Outarde canepetière un habitat privilégié pour sa nidification et son nourrissage. Ce couvert est constitué de cultures pluriannuelles de légumineuses seules ou en association avec des graminées, ce qui permet d'obtenir un couvert végétal, ni trop espacé, ni trop dense, suffisant pour la nidification des oiseaux et capable de fournir l'alimentation appropriée des adultes et des jeunes.

Cette mesure est également favorable à l'ensemble des oiseaux d'intérêt communautaire présents sur la ZPS Champagne Tourangelle du fait que les couverts mis en place amélioreront la production de proies et en particulier d'insectes, dans un objectif de maintien de la biodiversité.

Les cultures « Outarde » pourront concerner des parcelles, des portions, des pointes de parcelles ou des bandes linéaires. Elles seront positionnées judicieusement de façon à relier entre eux les habitats des oiseaux et remplir ainsi un rôle de corridor écologique. Ces corridors permettront aux proies des oiseaux de circuler et de se disperser sur tout le territoire.

## 2 MONTANT DE LA MESURE

---

En contrepartie du respect de l'ensemble des exigences du cahier des charges de cette mesure, **une aide de 652 € par hectare et par an** sera versée pendant la durée de l'engagement.

Votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités définies par les cofinanceurs nationaux. Pour les crédits du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, le montant d'aide maximum par bénéficiaire est indiqué par arrêté préfectoral.

## 3 CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

---

Les critères d'éligibilité doivent être respectés tout au long du contrat. En cas de non-respect en première année, la mesure ne peut pas être souscrite. En cas de non-respect les années suivantes, le contrat est automatiquement rompu sur la totalité des éléments engagés s'il s'agit du non-respect d'un critère d'éligibilité relatif au demandeur, ou uniquement sur la surface en anomalie s'il s'agit d'un critère d'éligibilité relatif à la surface. Le cas échéant, des sanctions peuvent être appliquées.

### 3.1 Critères d'éligibilité relatifs au demandeur

Les bénéficiaires éligibles sont les agriculteurs actifs tels que définis à l'article 4 du règlement UE n°2021/2115 du 2 décembre 2021.

Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles sont considérés comme des agriculteurs actifs.

Les GAEC sont éligibles à cette intervention avec application du principe de transparence.

### 3.2 Critères d'éligibilité relatifs aux surfaces engagées

Les surfaces éligibles à cette mesure en première année d'engagement sont les suivantes :

- toutes les terres arables (sauf les surfaces de la catégorie 1.5 de la notice télépac « Liste des cultures et précisions » qui ont 3 ans ou plus) ;
- toutes les cultures pérennes ;
- les surfaces engagées dans une MAEC rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Sauf pour les surfaces bénéficiant d'une dérogation au 20/09/2023 concernant la date d'implantation du couvert telle que précisée dans le tableau de l'article 6, le couvert d'intérêt faunistique et floristique doit être en place au **15/05/2023** : au vu des couverts autorisés mentionnés à l'article 6, les surfaces engagées non concernées par la dérogation de la date d'implantation doivent être déclarées lors de la PAC 2023 avec l'un des codes cultures **MLG ou PTR** de la catégorie 1.5 - *Surfaces herbacées temporaires et mélanges avec graminées*.

À partir de la deuxième année d'engagement, toutes les surfaces engagées devront être déclarées avec l'un des codes cultures, **MLG ou PTR** de la catégorie 1.5 - *Surfaces herbacées temporaires et mélanges avec graminées*.

Les surfaces de bandes enherbées obligatoires au titre de la BCAE 4 ou en application de la Directive Nitrates ne sont pas éligibles à cette mesure.

Les infrastructures agroécologiques (en particulier les bordures non productives) engagées dans cette mesure ne peuvent pas être comptabilisées au titre de la BCAE 8.

## 4 CRITÈRES D'ENTRÉE

---

Les critères suivants conditionnent l'accès à la mesure en première année d'engagement uniquement et ne sont plus vérifiés par la suite. En cas de non-respect, l'exploitation n'est pas engagée dans la mesure.

Les critères d'entrée pour cette mesure sont les suivants :

- ✓ Pour chaque parcelle, avoir au moins une partie de la surface présente dans le PAEC ;
- ✓ Réaliser un diagnostic agro-écologique de l'exploitation. Le diagnostic de l'exploitation doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là.

## 5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

---

Ces critères permettent de classer les demandes d'aide des demandeurs éligibles (c'est-à-dire respectant tous les critères d'entrée et les critères d'éligibilité) par ordre de priorité afin notamment de tenir compte des enveloppes budgétaires et des orientations définies par la Commission régionale agroenvironnementale et climatique (CRAEC). Les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères décrits dans la notice du territoire.

## 6 CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

---

Sauf mention contraire, l'ensemble des obligations du cahier des charges doit être respecté sur toute la durée du contrat, c'est-à-dire à partir de la date limite de dépôt des dossiers PAC de l'année d'engagement et durant les 5 années suivantes. En cas de non-respect d'une obligation, des sanctions peuvent s'appliquer en fonction de la nature et de la gravité de l'anomalie.

Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes. Ils pourront notamment être demandés en cas de contrôle de l'exploitation. **Les obligations du cahier des charges figurent ci-dessous.**

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Contrôles	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction <sup>1</sup>
Formation à réaliser au cours des deux premières années de l'engagement. Se référer au point 7.1.	<b>Avant le 15 mai 2025</b>	<b>Contrôle sur place</b> Vérification de l'attestation de formation	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,06.
<p>Mettre en place le couvert :</p> <p>-Implantation du couvert au plus tard le <b>15/05</b> de la première année d'engagement. <u>A titre dérogatoire</u> : au plus tard le <b>20/09</b> de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande (c'est-à-dire implantées avant le 1<sup>er</sup> janvier de la campagne de dépôt de la demande).</p> <p>-Respect des conditions d'implantation : L'exploitant pourra implanter dès l'automne précédent sa demande d'engagement le couvert herbacé. En cas de renouvellement de contrat, l'implantation peut être réalisée par sursemis avant le 15 mai de l'année d'engagement.</p> <p>Les couverts autorisés sont des légumineuses fourragères seules ou en mélange ou en bandes alternatives avec des graminées fourragères, à choisir dans la liste précisée au <b>point 7.3</b>.</p>	<b>Sur toute la durée du contrat</b>	<b>Contrôle sur place</b> Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Maintenir le couvert.	<b>Sur toute la durée du contrat</b>	<b>Contrôle sur place</b> visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,4.
Respecter la localisation du couvert <b>conformément au diagnostic</b> .	<b>Sur toute la durée du contrat</b>	<b>Contrôle sur place</b> Vérification sur la base du diagnostic d'exploitation et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Respecter une largeur minimale de 10 mètres et maximale de 1000 mètres <b>ou</b> une surface minimale de 0.1 ha du couvert d'intérêt.	<b>Sur toute la durée du contrat</b>	<b>Contrôle sur place</b> visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.

<sup>1</sup> Se référer à la notice nationale MAEC-Bio pour plus d'information sur le fonctionnement du régime de sanction.

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Contrôles	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction <sup>1</sup>
<p>Ne pas réaliser d'intervention mécanique entre <b>le 15/05/23 et le 15/08/23</b>.</p> <p><b>Entre le 16/08/23 et le 14/05/24</b>, respecter les modalités d'entretien : réaliser au moins un entretien annuel par fauche ou à défaut broyage.</p> <p>Les dates retenues pour les campagnes suivantes seront déterminées chaque année par le comité technique local et communiquées aux exploitants via une note technique annuelle. Les modalités d'entretien quant à elles seront inchangées.</p>	Sur toute la durée du contrat	<p><b>Contrôle sur place</b> Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel</p>	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,8.
Respecter l'interdiction de fertilisation azotée.	Sur toute la durée du contrat	<p><b>Contrôle sur place</b> Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel</p>	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Ne pas utiliser de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées. Une dérogation peut être <u>accordée par la DRAAF</u> dans des cas très spécifiques de présence de plantes envahissantes.	Sur toute la durée du contrat	<p><b>Contrôle sur place</b> Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel</p>	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
<p>Enregistrer les interventions sur toutes les parcelles engagées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Identification des surfaces, conformément aux informations du registre parcellaire graphique (RPG) et du descriptif des parcelles ;</li> <li>➤ Interventions (type, matériel utilisé, localisation et date) ;</li> <li>➤ Fertilisation azotée des surfaces (dates, produits, quantités, 0 si absence d'apport) ;</li> <li>➤ Traitements phytosanitaires (dates, produits, quantités si dérogation accordée et 0 si absence d'apport) ;</li> </ul> <p><b>ATTENTION :</b> Le cahier d'enregistrement constitue une pièce indispensable au contrôle de plusieurs obligations. Aussi, l'absence ou la non-teneur de ce cahier constatée le jour du contrôle se traduira par le constat d'anomalies et le cas échéant par l'application du régime de sanction pour toutes les obligations ne pouvant être contrôlées.</p>	Sur toute la durée du contrat	<p><b>Contrôle sur place</b> Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques</p>	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,05.

## 7 PRÉCISIONS

---

### 7.1 Formation

Pour connaître les formations qui permettent de respecter l'obligation pour cette MAEC, consultez le site internet de la DRAAF, rubrique Production & filières / Mesures Agro-Environnementales et Climatiques 2023-2027 / Campagne 2023.

### 7.2 Lien avec la conditionnalité et l'écorégime

En cas de non-respect de la conditionnalité, l'ensemble des aides PAC sont sanctionnées, y compris les aides MAEC.

Les obligations du cahier des charges de la MAEC sont distinctes des exigences de l'écorégime. Un agriculteur peut à la fois souscrire cette MAEC et bénéficier de l'écorégime.

### 7.3 Couverts autorisés

Les couverts autorisés sont des légumineuses fourragères seules ou en mélange ou en bandes alternatives avec des graminées fourragères, à choisir dans la liste ci-dessous :

En pur et en mélange	Mélange ou en bandes uniquement
Luzerne	Dactyle
Trèfle violet	Fétuque des prés
Trèfle hybride	Fétuque élevée
Trèfle blanc	Brome
Sainfoin	Fléole des prés
Lotier corniculé	Ray-grass anglais
Minette	Ray-grass hybride
Vesce	Pâturin des prés
Mélilot blanc	Houlque laineuse
Mélilot jaune	Flouve odorante